

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AVENTICS S.A.S.

BP 37 / ZI LES FOURMIS
74130 Bonneville

Références : 20230711_RAP_AVENTICS_Bonneville_TAR.pdf
Code AIOT : 0006104560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement AVENTICS S.A.S. implanté 155 AV DU FAUCIGNY ZI LES FOURMIS 74130 Bonneville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour thématique la maîtrise du risque légionelle et l'utilisation des produits biocides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVENTICS S.A.S.
- 155 AV DU FAUCIGNY ZI LES FOURMIS 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006104560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AVENTICS est spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de vérins et distributeurs pneumatiques destinés aux marchés des biens d'équipements industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.a	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 1 : 3 mois
2	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 2 : 3 mois
5	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 5 : 3 mois
6	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.c et 3.7.II.1.a	/	Lettre de suite préfectorale	Demandes 6 et 7 : 3 mois
9	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 5.1	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 10 : 5 mois
11	Biocides	Règlement européen du 18/12/2006, article 36 du règlement (UE) n°1907/2006	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 11 : 3 mois
19	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 2.10	/	Lettre de suite préfectorale	Demande 14 : 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b	/	Demandes 3 et 4
7	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.IV.2	/	Demande 8

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3	/	Demande 9
14	Biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2b et 89.3 du règlement (UE) n°528/2012	/	Demande 12
17	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.2.b	/	Demande 13
21	Installation sur site	Règlement européen du 22/05/2012, article 69 du règlement (UE) n°528/2012	/	Demande 15

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.c	/	Sans objet
10	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1	/	Sans objet
12	Biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012	/	Sans objet
13	Biocides	Code de l'environnement du 01/07/2016, article R.522-18	/	Sans objet
15	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2	/	Sans objet
16	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2	/	Sans objet
18	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3.b	/	Sans objet
22	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des documents demandés par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Cependant, l'analyse méthodique des risques de l'installation doit être mise à jour afin que tous les facteurs de risques de l'installation soient pris en compte. De plus, la mise à jour de l'analyse méthodique des risques entraîne la mise à jour du plan d'entretien et de surveillance de l'installation. L'exploitant veillera à mettre à jour ces documents lors de la mise à jour prévue en septembre 2023 puis tous les deux ans.

Concernant le traitement préventif de l'eau, l'exploitant se rapprochera de son traiteur d'eau afin de justifier la quantité et la fréquence d'injection du biocide oxydant. Celle-ci doit être la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

De plus, l'utilisation du biocide non oxydant en traitement préventif doit être justifiée. Or, au vu du fonctionnement continu de l'installation et de l'action lente du biocide utilisée, son utilisation ne paraît pas pertinente. Enfin, l'exploitant se rapprochera de son fournisseur afin d'obtenir les dernières Fiches de Données de Sécurité à jour et fera évacuer les produits biocides, risquant d'être périmés.

D'autres demandes sont intégrées dans ce rapport, et feront l'objet d'attention de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;– les points critiques liés à la conception de l'installation ;– les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;– les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des

techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une Analyse Méthodique des Risques (AMR) datant de mai 2021, réalisée par l'APAVE. La prochaine révision de l'AMR est prévue pour septembre 2023.</p> <p>Un plan d'actions correctives est formalisé et l'exploitant indique avoir réalisé les actions demandées par son AMR. Le contenu de l'AMR a été regardé par sondage durant l'inspection.</p> <p>Celle-ci ne semble pas aborder certains points, notamment la panne éventuelle de la pompe d'injection du biocide. En effet, une ronde tous les lundis est effectuée par l'exploitant. Si la pompe d'injection du biocide tombe en panne juste après, l'exploitant indique qu'il ne pourrait s'en rendre compte uniquement lors de la ronde de la semaine suivante. Ainsi, le circuit tournerait potentiellement sans injection de biocide durant une semaine. Ce risque est à prendre en compte dans l'analyse méthodique des risques de l'installation.</p> <p>De plus, l'exploitant indique que la plupart du temps, les deux TAR du circuit ne fonctionnent pas en même temps mais en alternance toutes les deux heures. Ce basculement est effectué de manière automatique. Cependant, l'exploitant précise que si le basculement ne se fait pas, il ne s'en rendrait pas forcément compte. Seul le fonctionnement des pompes de brassage des bassins de chacune des deux TAR est remonté via une alarme à l'exploitant. Ce non-basculement ou dérèglement du basculement d'une TAR à l'autre doit également être pris en compte dans l'AMR.</p> <p>Demande 1 : Ces points devront être évalués lors de la prochaine mise à jour de l'AMR en septembre 2023 afin que tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques soient pris en compte dans l'AMR (délai : prochaine mise à jour prévue en septembre 2023).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'entretien, datant du 13 avril 2019, listant des actions réalisées par l'exploitant sur l'installation comme le nettoyage des TAR, l'entretien de la pompe d'injection de biocide, le nettoyage du conductimètre...</p>

Conformément au point 3.7.1.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, la révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Demande 2 : L'exploitant complètera et mettra à jour son plan d'entretien à la suite de la révision de l'AMR, qui aura lieu en septembre 2023. Les rondes effectuées chaque semaine par l'exploitant y seront notamment intégrées (délai : prochaine mise à jour prévue en septembre 2023).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.1.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche de stratégie de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche de stratégie de traitement fournie par son traiteur d'eau BWT. Cette fiche doit être jointe au plan d'entretien.</p> <p>L'exploitant injecte un biocide oxydant CS-3016+ en continu, en traitement préventif afin de maintenir en permanence une concentration de 15-35 mg/L dans le circuit des TARs. Cette concentration en biocide oxydant dans l'eau engendre un débit de purge important et un temps de demi-séjour théorique moyen du circuit de l'ordre de deux heures et des consommations d'eau importantes. L'étiquette du biocide oxydant CS-3016+, regardée durant l'inspection, indique un dosage minimal de 10g par m³ d'eau à traiter. D'autres guides sur les traitements des circuits de tours aéroréfrigérantes indiquent un résiduel de chlore libre maximum acceptable en biocide oxydant entre 1 et 2 mg/L, et dépend des matériaux. Il est à noter également qu'un résiduel élevé rend l'eau corrosive et est nocif pour l'environnement.</p>

<p>Demande 3 : L'exploitant joindra la fiche de stratégie de traitement à son plan d'entretien (délai : prochaine mise à jour prévue en septembre 2023). Il apportera des justifications sur les quantités utilisées de biocides oxydant et précisera la concentration en résiduel à maintenir sur son circuit afin de garantir une teneur en légionelles < 1000 UFC/L tout en limitant l'impact sur l'environnement ainsi que sur la consommation d'eau (délai : 3 mois).</p> <p>L'exploitant utilise également un biocide non oxydant CS-3001 en traitement préventif. Cette injection est réalisée une fois par mois en hiver et deux fois par mois en été. Le biocide non oxydant est injecté dans le circuit pendant deux heures puis purgé. L'exploitant précise que son circuit de TARs fonctionnent en continu, par alternance des deux TAR toutes les deux heures, sans changement d'allure ou de fonctionnement. La fréquence d'injection une ou deux fois par mois ne semble ainsi pas pertinente. Normalement, il convient de choisir un biocide non-oxydant dont la cinétique d'action est compatible avec le temps de demi-séjour hydraulique du circuit. Or, les isothiazolones ont une cinétique d'action lente, contrairement au temps de demi-séjour du circuit (environ deux heures), qui est courte.</p> <p>Enfin, l'étiquette du biocide non oxydant précise que la durée d'action du CS-3001 est généralement comprise entre six et vingt-quatre heures, ce qui ne semble pas cohérent avec le temps de demi-séjour hydraulique du circuit (deux heures).</p> <p>Demande 4 : L'exploitant justifiera l'utilisation du biocide non oxydant en traitement préventif (fréquence, quantités) et interrogera son traiteur d'eau sur la nécessité de maintenir ce biocide en plus de l'utilisation du biocide oxydant (délai : 3 mois).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un nettoyage des tours de refroidissement tous les ans et avant la saison estivale. Le dernier nettoyage date du 17 mars 2023. Aucune recommandation d'intervention n'a été précisée de la part de la société intervenante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en oeuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue une ronde chaque semaine dont les paramètres sont reportés sur un fichier Excel : facteur de concentration, conductivité eau d'appoint/ eau du circuit, T° extérieur... L'exploitant dispose de procédures internes datant du 15 avril 2016 listant des paramètres à mesurer ainsi que les actions à mettre en œuvre en cas de dérive : TH, taux de concentration... Il dispose également d'un plan de surveillance, défini par son traiteur d'eau, BWT, datant de 2020. Cependant, les valeurs cibles, d'alerte et d'actions, définies par BWT ne semblent pas correspondre à celles indiquées dans les procédures internes du site. De plus, certains paramètres listés par le traiteur d'eau ne semblent pas mesurés par l'exploitant, notamment le chlore libre, les chlorures, le fer soluble...</p> <p>Demande 5 : L'exploitant complètera et mettra à jour son plan de surveillance suite à la révision de l'AMR. Le fichier de suivi des rondes effectuées sera par ailleurs mis à jour, suite à la révision du plan de surveillance (délai : prochaine mise à jour prévue en septembre 2023). Enfin, l'exploitant précisera s'il suit et mesure le chlore libre dans son circuit, ou à défaut, comment il s'assure de la concentration résiduelle de son biocide dans le circuit (délai : 3 mois).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.c et 3.7.II.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; – procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, <p>Présence d'une procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431 (avril 2006)</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure interne d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours décrivant les aspects « administratifs » à réaliser : information de l'inspection... Cette procédure est datée du 25 avril 2016.

Demande 6 : L'exploitant complétera sa procédure d'arrêt immédiat pour indiquer techniquement comment doit être arrêtée la dispersion des TAR, dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production (délai : 3 mois).

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des redémarrages de l'installation, dans le document fourni par son traiteur d'eau et daté d'octobre 2020.

L'exploitant dispose d'une procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l », dans le document fourni par son traiteur d'eau et daté d'octobre 2020.

Certains points doivent être complétés et/ou modifiés, notamment :

- les informations à transmettre à l'inspection des installations classées, listées au point 3.7.II.1.a de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, qui sont manquantes ;
- la remise en service de l'installation qui est conditionnée à la recherche de la ou des causes de la dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes ;
- les nouveaux résultats d'analyses qui doivent être transmis à l'inspection des installations classées ;
- en cas de cas groupés, le rapport d'incident est à transmettre sous 10 jours et non pas sous 2 mois ;
- la révision de l'AMR, des plans d'entretien et de surveillance qui sont remis à jour et joints au rapport d'incident et remis sous 2 mois (ou dix jours en cas de cas groupés) ; etc.

Demande 7 : L'exploitant modifiera et complétera sa procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l », conformément au point 3.7.II.1.a de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (délai : 3 mois).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;

<ul style="list-style-type: none"> – le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ; – les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; – les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en oeuvre) ; – les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; – les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs fichiers de suivi, regroupés sous un seul dossier informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un fichier « Relevés Environnement », listant les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement, les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année, les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi et les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; • un fichier « Suivi des périodes d'arrêt et de fonctionnement » précisant les périodes d'arrêts complet ou partiels, les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de nettoyage ; • un journal d'intervention que l'exploitant a arrêté de compléter depuis 2021 et qui listait l'ensemble des interventions, modifications apportées aux installations. <p>Demande 8 : L'exploitant recommencera à compléter son journal d'intervention afin de reporter toute intervention réalisée sur l'installation (délai : dès réception du rapport). Il est également à noter qu'en cas de dépassement de la concentration en légionelles, l'exploitant devra compléter un tableau des dérives permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Surveillance et suivi de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des légionelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses de juillet 2022, septembre 2022, novembre 2022 et mai 2023 apparaissent non déclarées sous Gidaf. L'exploitant a précisé durant l'inspection avoir déjà fait remonter un problème d'intégration des analyses sous Gidaf à l'inspection, par le passé.</p> <p>Les courriels d'intégration sous Gidaf des analyses de juillet 2022, septembre 2022 et mai 2023 par l'exploitant ont été regardés durant l'inspection. L'inspection des installations classées va regarder les éléments indiqués dans le cadre Gidaf du site pour vérifier les problèmes de saisie de l'exploitant.</p>

En revanche, l'exploitant n'a pas pu retrouver durant l'inspection les analyses réalisées en novembre 2022. Il a cependant retrouvé la mention de la venue de Savoie Labo le 28 novembre 2022.
Demande 9 : L'exploitant se rapprochera de son laboratoire Savoie Labo afin de récupérer les analyses réalisées en novembre 2022 et les transmettra à l'inspection des installations classées (délai : 3 mois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses annuelles de l'eau d'appoint
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Legionella pneumophila seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. - Matières en suspension 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau d'appoint de l'installation est l'eau de ville. Les dernières analyses de l'eau d'appoint datent du 21 juillet 2022 et ont mis en évidence une concentration en MES de 21 mg/L. L'exploitant n'a pas réalisé une nouvelle analyse sous un mois, comme demandé par le point 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. La prochaine analyse est prévue pour juillet 2023.</p> <p>Demande 10 : Il est rappelé à l'exploitant, qu'en cas de dérive d'au moins l'un des indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale. Durant l'année 2023, l'exploitant devra réaliser deux analyses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 10 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Compétence du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; – les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; – les dispositions du présent arrêté. <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a nommément désigné un responsable de l'installation. Les dernières formations ont été suivies par deux personnes du site, dont le responsable de l'installation le 02 octobre 2020 et portaient sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le risque lié à la légionelle ; • les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; • les moyens de prévention et des rappels de sécurité ; • les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36 du règlement (UE) n°1907/2006
Thème(s) : Risques chroniques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de la fiche de données de sécurité (FDS) de chacun des produits biocides utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits biocides utilisés sur le site. La fiche de donnée de sécurité du biocide oxydant date de 2018 et celle du biocide non oxydant de 2013. Ainsi, ces dernières semblent obsolètes.</p> <p>Demande 11 : Pour les produits biocides dont les fiches de données de sécurité sont antérieures à 2020, l'exploitant se rapprochera de ses fournisseurs afin d'obtenir les fiches de sécurité mises à jour (délai : 3 mois).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les substances actives présentes dans les biocides sont soit approuvées, soit au programme d'examen pour l'usage considéré (TP11).
Constats : La substance active du biocide oxydant BWT CS-3016+ est en cours d'évaluation pour l'usage considéré (TP11). La substance active du biocide non oxydant BWT CS-3001 a été approuvée pour l'usage considéré (TP11) en juillet 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2016, article R.522-18
Thème(s) : Risques chroniques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits biocides ont fait l'objet d'une déclaration sur la base de données BioCID. La déclaration est présente ET cohérente avec les informations fournies lors du contrôle.
Constats : La déclaration BioCID a été effectuée pour les produits biocides utilisés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 89.2b et 89.3 du règlement (UE) n°528/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le cas échéant, pour les biocides utilisés, les délais d'interdiction de mise sur le marché et de fin d'utilisation en cas de non approbation de la substance active ou de non dépôt de dossier de demande d'AMM ne sont pas dépassés.

<p>Constats :</p> <p>Une demande d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) a été déposée pour le biocide non oxydant. En revanche, le fournisseur du biocide oxydant a déposé un dossier de retrait volontaire de l'AMM. De ce fait, il s'engage à ne plus fournir ce produit et le régime transitoire d'utilisation prendra fin au 17 mars 2024.</p> <p>Demande 12 : L'exploitant se rapprochera de son traiteur d'eau afin de définir le nouveau biocide oxydant qui sera mis en place sur le site une fois la date du 17 mars 2024 passée.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que, conformément au point 3.7.1.2.b de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, toute modification, notamment de produit, de la stratégie de traitement entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien, du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Panneau EPI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un panneau signalisant l'obligation du port des EPI est présent sur la porte du local des deux TARs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réserve de masques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; – aux produits chimiques.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une réserve de masques FFP3 dans l'établissement et également devant le local menant aux deux TARs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Réserves de produits de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Constats : L'exploitant dispose de réserves suffisantes pour les produits biocides. En revanche, lors de l'inspection, les quatre bidons de biocides oxydant indiquaient une DLUO au 22/08/2023. Après cette date, les produits biocides peuvent potentiellement perdre de leur efficacité. Demande 13 : L'exploitant se rapprochera de son fournisseur afin de ne pas utiliser de produits périmés en traitement préventif (délai : 3 mois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Le point de prélèvement de chacune des deux TARs se trouve en amont de la dispersion, hors influence directe de l'eau d'appoint, et est repéré sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des stockages des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention [...]
Constats : Les bidons de produits biocides situés dans le local de réserve des produits chimiques sont sur rétention. Le bidon de produit biocide oxydant CS-3016+, situé dans le local des TARs permettant l'injection en continu, est sur rétention. En revanche, le bidon de biocide non oxydant CS-3001, situé dans le même local, n'est pas sur rétention. Lors de l'inspection, le dimensionnement des rétentions n'a pas été regardé. Demande 14 : L'exploitant mettra le bidon de biocide non-oxydant CS-3001 sur rétention (délai : 3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Installation sur site

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69 du règlement (UE) n°528/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les produits biocides sont étiquetés (y compris les flacons de transvasement) Les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS sont cohérents avec l'étiquette des produits.
Constats : Les produits biocides présents dans le local de réserves et dans le local des TARs disposaient d'une étiquette. Pour le biocide oxydant BWT CS-3016+, les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS sont cohérents avec l'étiquette des produits. Pour le biocide non-oxydant CS-3001, les éléments d'étiquetage des produits ne sont pas cohérents avec les éléments indiqués en rubrique 2.2 de la FDS, fournie durant l'inspection et datant de 2013. En effet, le nombre de pictogramme est différent et une mention de dangers diffère entre l'étiquette et la FDS. Demande 15 : L'exploitant se rapprochera de son fournisseur de produits biocide et mettra à jour, le cas échéant, l'étiquetage en cohérence avec la FDS à jour (cf demande 11).
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les informations suivantes doivent figurer sur l'étiquette (ou éventuellement sur la notice pour les items marqués *) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – identité de toute substance active contenue dans le produit – la concentration des substances actives (en unité métrique ou pourcentage (m/m) ou (v/v)) – le type de produit (TP11)* – numéro ou désignation du lot de préparation et date de péremption dans les conditions normales de conservation * – délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocides, durée d'action, intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière, ou de la surface qui a été traitée, ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide (y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées.)*
<p>Constats :</p> <p>L'étiquette des produits biocides reprend les éléments demandés et décrits dans la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet